A white and blue cover with blue and yellow stripes

Description automatically generated

Contents

[1. **Lettre type à la rédaction** 1](#_Toc162016506)

[2. **Lettre type aux représentants du gouvernement** 3](#_Toc162016507)

[3. **Les éléments à partager dans les médias sociaux** 6](#_Toc162016508)

# 1. **Lettre type à la rédaction**

|  |
| --- |
| ***Qu'est-ce qu'une lettre à la rédaction ?***  *Une lettre à la rédaction est un message que chacun peut adresser à une publication d'information sur un sujet précis. Elle peut être rédigée en réponse à un article, une chronique, etc., ou en réaction ou notification d'un événement d'actualité (par exemple, ce qui se passe dans votre communauté en relation avec les campements).*    *Les lettres à la rédaction peuvent être un outil puissant dans votre travail de plaidoyer car elles constituent la deuxième section la plus lue d'un journal (la première étant la première page). Elles constituent donc un moyen efficace d'attirer l'attention sur la question des campements et sur la réponse à y apporter en termes de droits de la personne.*  ***Conseil de rédaction :*** *Essayez de faire en sorte que votre lettre ne dépasse pas 250 mots et utilisez de courts paragraphes ou des points clés lorsque c'est possible. Pour envoyer votre lettre à la rédaction, vérifiez les coordonnées de votre journal local. Un courriel devrait être disponible, mais la publication peut également être ouverte à la publication de lettres envoyées par courrier !* |

***Échantillon***

À l’Éditeur/l’Éditrice,

Les campements de personnes en situation d’itinérance au Canada constituent une crise nationale des droits de la personne.

Un nombre croissant de personnes au Canada doivent vivre dans des tentes ou des abris informels pour survivre en raison du manque de logements abordables, de services de soutien limités et de l'absence d'endroits sûrs où aller.

En février de cette année, la défenseure fédérale du logement, une surveillante des droits de la personne, a publié ses conclusions sur les facteurs menant à l'augmentation des campements et, plus important encore, sur les mesures concrètes qui doivent être prises par tous les gouvernements - y compris son appel urgent pour qu'un plan d'intervention national sur les campements soit élaboré d'ici le 31 août 2024. Le ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités, Sean Fraser, dispose à présent de 120 jours pour répondre à ces conclusions en matière de droits de la personne.

Les campements constituent une crise nationale des droits de la personne parce que les individus qui y vivent sont victimes de harcèlement et de violence de la part de la police, des agents chargés de l'application des règlements et du public. Ils n'ont pas accès aux services de base tels que l'eau potable ou le chauffage. Certaines personnes ont subi des préjudices ou sont morts de froid, d'un incendie, d'une overdose ou d'autres menaces à la vie et à la sécurité. Ces conditions constituent des violations des droits de la personne fondamentaux, notamment du droit au logement.

Dans ma propre communauté... [Expliquez pourquoi vous vous intéressez à ce sujet en 2 ou 3 phrases - donnez-lui une signification personnelle et locale. Voici quelques questions à se poser : que s'est-il passé récemment dans votre communauté ? Quels sont les éléments pertinents concernant l’itinérance dans votre communauté ? Qu'est-ce que cela signifierait de s'engager avec les personnes vivant dans des campements dans votre communauté ?]

Les campements n'existent qu'en raison d'un échec plus large et systémique à faire respecter le droit de toutes les personnes à un logement permanent et adéquat sans discrimination.

Une approche fondée sur les droits de la personne est indispensable pour résoudre cette crise nationale. Nous pouvons y parvenir en discutant avec les personnes vivant dans les campements de leurs besoins afin de trouver des solutions à l’itinérance qui respectent véritablement leur dignité et les droits de la personne. Pour en savoir plus sur l'appel à l'action urgent de la défenseure : <https://www.housingchrc.ca/fr/publications/respect-de-la-dignite-et-les-droits-de-la-personne-examen-des-campements-de-personnes>.

[Nom]

[Ville, province/territoire]

# 2. **Lettre type aux représentants du gouvernement**

|  |
| --- |
| *Écrivez une lettre à votre représentant gouvernemental au niveau municipal, provincial/territorial ou fédéral pour demander une réponse en matière de droits de la personne aux campements. Vous trouverez des ressources pour vous aider à trouver votre représentant gouvernemental sous l'exemple de lettre ci-dessous.*  *Pour plus de détails sur les recommandations pour chaque niveau de gouvernement, voir les fiches d'information pour les gouvernements municipaux et provinciaux/territoriaux élaborées par la défenseure fédérale du logement (à paraître).* |

***Lettre type aux représentants du gouvernement***

Le [Date]

[Nom du représentant du gouvernement]

[Adresse du représentant du gouvernement]

Objet : Dans son rapport sur les campements, la défenseure fédérale du logement demande que des mesures soient prises pour lutter contre l’itinérance dans le respect des droits de la personne.

Cher [Nom] :

Je m'appelle [vos prénom et nom] et je suis un [prestataire de services/défenseur/membre de la communauté] qui réside dans votre [circonscription/quartier/communauté]. J'ai récemment appris qu'en février de cette année, la défenseure fédérale du logement, une surveillante des droits de la personne, a publié ses conclusions sur les facteurs menant à l'augmentation des campements et, plus important encore, sur les mesures concrètes, fondées sur les droits de la personne, qui doivent être prises par tous les gouvernements.

Je vous écris pour vous encourager à examiner ses conclusions et à envisager votre rôle dans la mise en œuvre des recommandations du rapport : <https://www.housingchrc.ca/fr/publications/respect-de-la-dignite-et-les-droits-de-la-personne-examen-des-campements-de-personnes>. En particulier, je vous demande instamment d'envisager de soutenir et de participer activement à un plan d'intervention national sur les campements.

Le nombre de campements a considérablement augmenté au cours des cinq dernières années, en particulier depuis la pandémie de COVID-19. Des campements sont désormais signalés dans des communautés de tout le pays - dans des municipalités grandes et petites, ainsi que dans des zones plus rurales. Les campements ne constituent pas une solution de logement sûre ou durable. Pour les personnes qui y vivent, chaque jour est une question de vie ou de mort.

En même temps, les campements représentent un effort de la part des personnes non logées pour revendiquer leur droit au logement et répondre à leurs besoins les plus élémentaires en matière d'hébergement. Comme l'a constaté la défenseure fédérale du logement, les campements sont souvent la seule option de logement des personnes, ou la seule option qui réponde à leurs besoins de sûreté, de sécurité et de dignité.

Dans son rapport final, la défenseure fédérale du logement a fait deux constatations essentielles : Premièrement, les résidents des campements risquent fort de subir des préjudices en raison du non-respect de leurs droits fondamentaux. Deuxièmement, **les campements n'existent qu'en raison d'un échec plus large et systémique à faire respecter le droit de toutes les personnes à un logement adéquat** sans discrimination.

[Expliquez ce que cela signifie pour vous : que s'est-il passé dans votre communauté ?]

L'absence de coordination efficace entre les nombreux organismes, départements et juridictions concernés limite l'efficacité des réponses à la crise de l’itinérance. Bien que les municipalités soient en première ligne pour répondre aux campements, elles ne disposent pas de tous les pouvoirs et de toutes les ressources dont elles ont besoin pour fournir des services fondés sur les droits de la personne. Les provinces et les territoires doivent travailler en étroite collaboration avec les municipalités et le gouvernement fédéral doit jouer un rôle de chef de file.

En d'autres termes, cette crise nationale appelle une réponse nationale urgente et coordonnée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées,

[Nom]

[Adresse, y compris le code postal]

|  |
| --- |
| ***Comment trouver le représentant de votre gouvernement local***  *Commencez par chercher sur Google "[Insérez le nom de votre ville/ville/région] conseil municipal"*  *Ce site web dresse la liste des principales villes du Canada et propose des liens vers les conseillers municipaux de chaque quartier :* [*https://oncanadaproject.ca/findyourrep*](https://oncanadaproject.ca/findyourrep) *(lien uniquement en anglais).*    ***Comment trouver le représentant de votre gouvernement provincial ou territorial***  *Ontario :* [*Cliquez ici*](https://www.ola.org/fr/deputes)  *Québec :* [*Cliquez ici*](https://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/index.html)  *Colombie-Britannique :* [*Cliquez ici*](https://www.leg.bc.ca/learn-about-us/members) *(lien uniquement en anglais)*  *Alberta :* [*Cliquez ici*](https://streetkey.elections.ab.ca/) *(lien uniquement en anglais)*  *Saskatchewan :* [*Cliquez ici*](https://www.elections.sk.ca/voters/findmyconstituency/) *(lien uniquement en anglais)*  *Manitoba :* [*Cliquez ici*](https://www.electionsmanitoba.ca/fr/voting/MyVotingInfo)  *Nouvelle-Écosse :* [*Cliquez ici*](https://enstools.electionsnovascotia.ca/edinfo2012/) *(lien uniquement en anglais)*  *Nouveau-Brunswick :* [*Cliquez ici*](https://www1.gnb.ca/elections/fr/2020provstreetkey/provskinformation-f.asp)  *Yukon :* [*Cliquez ici*](https://yukonassembly.ca/fr/membres)  *Nunavut :* [*Cliquez ici*](https://assembly.nu.ca/fr/members/mla)  *Île-du-Prince-Édouard :* [*Cliquez ici*](https://www.electionspei.ca/current-members-of-the-legislative-assembly-of-pei) *(lien uniquement en anglais)*  *Terre-Neuve et Labrador :* [*Cliquez ici*](https://www.assembly.nl.ca/Members/members.aspx) *(lien uniquement en anglais)*  *Territoires du Nord-Ouest :* [*Cliquez ici*](https://www.ntassembly.ca/members) *(lien uniquement en anglais)*    ***Comment trouver votre représentant du gouvernement fédéral***  *Entrez votre code postal ici :* [*https://www.noscommunes.ca/members/fr*](https://www.noscommunes.ca/members/fr)*. Sous l'onglet "contact", vous trouverez l'adresse électronique de votre député, qui doit se terminer par @parl.gc.ca. Si vous écrivez à un ministre ou à un député fédéral, utilisez le guide d'adressage suivant : [https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/services/directives-protocolaires-evenements-speciaux/formules-epistolaires.html].* |

# 3. **Les éléments à partager dans les médias sociaux**

|  |
| --- |
| Partagez les messages suivants sur les médias sociaux tels que Twitter/X, Facebook ou LinkedIn pour promouvoir cette boîte à outils ainsi que des informations sur l'appel de la défenseure fédérale du logement en faveur d'un plan national d'intervention sur les campements ! |

***Messages sur les médias sociaux***

1. Les campements au Canada constituent une crise urgente des #DroitsDeLaPersonne. Pour en savoir plus sur ce à quoi devrait ressembler un plan d’intervention national sur les campements et obtenir des outils pratiques pour plaidoyer dans ta communauté : <https://housingrights.ca/encampments-in-canada/>

1. Les campements constituent une crise des droits de la personne qui nécessite un plan d’intervention national. Apprenez-en plus sur l'état des campements au Canada et obtenez des outils pratiques pour promouvoir une approche basée sur les droits dans votre communauté : <https://housingrights.ca/encampments-in-canada/>

[Cliquez ici pour partager ces messages sur Twitter/X.](https://twitter.com/intent/tweet?text=Les%20campements%20du%20Canada%20constituent%20une%20crise%20urgente%20des%20droits%20de%20la%20personne%20qui%20n%C3%A9cessite%20une%20r%C3%A9ponse%20nationale.%20Pour%20en%20savoir%20plus%20sur%20ce%20%C3%A0%20quoi%20devrait%20ressembler%20un%20plan%20national%20de%20r%C3%A9ponse%20aux%20campements%20%3A%20https%3A//housingrights.ca/encampments-in-canada/%20%20)

[Cliquez ici pour partager ces messages sur Facebook.](https://www.facebook.com/sharer/sharer.php?u=https%3A//housingrights.ca/encampments-in-canada/%20)

[Cliquez ici pour partager ces messages sur LinkedIn.](https://www.linkedin.com/shareArticle?mini=true&url=https%3A//housingrights.ca/encampments-in-canada/)